

LA TRAGÉDIE D'EUROPE CENTRALE

Au moment où j'ai quitté la France, le 17 septembre, l'orage dont nous sortons commençait à gronder : on rappelait les permissionnaires et certaines catégories de réservistes ; les jeunes gens qui venaient d'achever leur service militaire retournaient sur la ligne Maginot ; en Alsace, le long de la frontière, des gendarmes à chaque pas demandaient leurs papiers aux piétons ; une voiture où je me trouvais, ayant pris une route latérale par mégarde, s'est vue entre des blockhaus, des barbelés, et des bois camouflés que gardait un factionnaire dans sa guérite... En Suisse, des camions remplis de troupes allaient miner les passages stratégiques. La mobilisation française se faisait cependant dans le calme, sans forfanterie comme sans faiblesse : le fantôme des querelles intérieures s'évanouissait et montrait son inconsistance ; l'unité renaissait devant le péril comme aux jours de la Marne et de Verdun. Ailleurs, dans les petits pays directement menacés, l'exaspération montait à son comble : on entendait couramment parler de dépecer l'Allemagne récidiviste ; un ancien chancelier du Reich, interviewé par un journaliste de ma connaissance, déplorait de n'avoir pas été assez féroce et de n'avoir pas tué le monstre dans l'œuf... Puis les nouvelles s'aggravèrent encore. Le nombre d'hommes sous les armes atteignit près de deux millions. Parmi les jeunes, deux chefs de famille sur trois disaient adieu à leur femme et à leurs enfants. Les Parisiens se réfugiaient à la campagne. Et soudain, alors que l'Église, dans tous les pays, faisait monter au ciel des prières désespérées, la catastrophe se détourna, la paix nous fut rendue au moins pour un moment ; le premier coup de canon n'avait pas eu le temps de retentir et de livrer le monde à son déterminisme implacable.

Il se passa sans doute, dans cette quinzaine tragique, bien des choses que nous ignorons : je voudrais, me basant sur ce qui paraît suffisamment établi, mesurer la nature et l'importance de la crise.

I

Qu'il y ait, dans l'affaire des Sudètes, ce qu'on appelle une « querelle d'Allemand », cela ressort des circonstances : elle a surgi à l'heure choisie par Hitler ; des incidents se sont produits à point nommé chaque fois que le gouvernement de Prague cédait et qu'un accord semblait en vue ; M. Benès a suivi bien malgré lui la même voie que le chancelier Schuschnigg, dénoncé comme lui personnellement avec une véhémence inouïe dans les relations diplomatiques, et traîné comme lui à sa perte par crainte du sang versé ; *Mein Kampf* définit la méthode, et l'on y trouve déjà ce chiffre de « dix millions d'Allemands à récupérer » qui a tant surpris au printemps dernier lorsqu'il a fait son apparition dans les discours officiels. — Cependant, comme la plupart des questions contemporaines, celle de Bohême plonge ses origines dans le passé ; Slaves et Teutons s'affrontent depuis mille ans ; les guerres hussites, outre leur caractère religieux, exprimaient la révolte du paysan tchèque contre l'aristocratie germanique ; à la bataille de la Montagne-Blanche, en 1620, celle-ci triompha pour trois siècles, et dès lors les Allemands dans leur ensemble devinrent la classe dirigeante ; soutenus par la cour de Vienne, ils méprisaient et refoulaient un peuple de ruraux dont ils espéraient que la langue et l'esprit national finiraient par s'éteindre. Malgré la renaissance à laquelle s'attache le nom de Masaryk, ils occupaient encore, avant la guerre, une situation privilégiée.

Les traités de Versailles et de Saint-Germain les ont fait passer au rang d'une minorité. De là leur mécontentement. Notons que la Tchécoslovaquie ne les a pas « annexés ». Sa frontière avec l'Allemagne, comme celle de l'Autriche, correspondait aux limites de l'ancienne Autriche-Hongrie ; c'est vers l'Est seulement qu'il a fallu établir des tracés nouveaux. On peut même se demander si les intéressés désiraient leur « Anschluss » aussi violemment que leurs chefs l'affirment. Ils avaient revendiqué, en 1919, l'union avec « l'Autriche allemande », non avec l'Allemagne ; leur situation géographique rendant la chose impraticable, ils avaient reçu la faculté d'opter, et préféré, en général, la nationalité tchécoslovaque qui les mettait du côté du vainqueur ; à la Chambre de Prague, leurs députés se répartissaient entre trois ou quatre groupes correspondant

à ceux de la Chambre viennoise, — socialistes, chrétiens-sociaux et pangermanistes, ces derniers peu nombreux ; ils ont eu plusieurs ministres dans le cabinet tchèque jusqu'à l'année passée. Les négociateurs de Munich ont délibérément ignoré tout cela ; ils ont traité comme si tous les Allemands des Sudètes adhéraient au « parti des Sudètes » fondé par Henlein sur le modèle hitlérien ; dix pour cent d'entre eux, aux dernières élections, lui restaient pourtant étrangers, proportion réduite, mais suffisante pour changer la majorité dans certaines régions mixtes ; au surplus, leur programme ne comportait pas encore l'« Anschluss », mais l'autonomie, et il paraît au moins étrange que le Führer, après avoir revendiqué un plébiscite, y ait brusquement renoncé pour exiger l'annexion pure et simple. Nous ne saurons jamais ce qu'ils pensaient en réalisant : la procédure adoptée le rend impossible, même si l'on avait voté dans quelques districts après que les territoires voisins dont ils dépendent auront été rattachés sans phrase au Troisième Reich.

Cependant, indiscutablement, le parti de Henlein avait fait boule de neige. A l'amertume des maîtres dépossédés, à l'hostilité contre les infiltrations slaves, s'ajoutaient les inquiétudes nées de la crise économique. Le pays sudète on le sait, vivait de son industrie ; il a donc plus souffert que les plateaux agricoles où prédominent les Tchèques ; l'autarchie allemande, en le coupant de ses débouchés naturels, lui a fait ressentir l'inconvénient d'une frontière. Le chômage fournissait, comme partout, des recrues à l'extrémisme. Et cet extrémisme a revêtu d'autant plus aisément une forme raciste que les Allemands de Bohême, sous les Habsbourg, agissaient en pionniers de la germanisation ; le nouvel Islam de leur ancien compatriote Hitler balayait tout le reste dans leur esprit ; ils en oubliaient presque leur baptême : n'est-ce pas au séminaire de Prague que des étudiants sudètes, au printemps dernier, ont refusé de se laisser ordonner par un évêque tchèque ? Crise de fièvre chaude, flambée révolutionnaire des instincts : reste à à savoir dans quelle mesure on peut juger un peuple sur ces paroxysmes, et fixer sa destinée d'après eux...

Tout cela ne veut pas dire que les Tchèques n'aient commis eux-mêmes aucune faute. Ils ont eu le tort de calquer leur constitution centralisée sur celle de la France,

malgré l'hétérogénéité de leur État ; peut-être ont-ils trop souvent fait sentir qu'ils prenaient leur revanche ; et surtout, en 1920, alors que les Russes attaquaient la Pologne, ils en ont profité pour s'adjuger le territoire contesté de Teschen, geste inélegant, lourde erreur, qu'ils viennent de payer cher. — Mais il est faux qu'ils aient tyrannisé les Sudètes : nulle part en Europe centrale les minorités n'étaient plus libres : les Allemands avaient leur Université dans la capitale même, et la *Zeit*, journal de M. Henlein, y déblatèrait impunément. Il est encore plus extravagant de mettre en cause le bolchévisme : l'accord de Prague avec Moscou, postérieur à l'accord franco-russe, dépendait de ce dernier et n'avait comme lui qu'une valeur militaire et défensive ; il n'a pas empêché, l'année dernière encore, de refouler à la frontière quatre députés communistes français.

Le problème sudète eût été facile à résoudre avec une autre Allemagne ou dans une autre Europe : avec une Allemagne pacifique, ou une Europe, comme celle dont on rêvait en 1919, qui posséderait vraiment une sécurité collective. Mais l'hitlérisme visait bien au delà ; ce qu'il voulait, c'était détruire la place-forte qui l'arrêtait à ses portes, briser par cet exemple les velléités de résistance, placer la Tchécoslovaquie entière sous sa tutelle et en faire l'avant-poste de son expansion vers la mer noire et vers l'Ukraine.

II

Ces arguments étant donnés, comment expliquer l'attitude de la France et de l'Angleterre ? On peut l'attribuer à trois motifs.

D'abord, elles ne pouvaient secourir efficacement la Tchécoslovaquie. Le bloc italo-allemand les en séparait ; le contact avec la Russie, même autorisé par les Roumains, eût été difficile et précaire, et que valait au juste l'appoint russe ? Plaçons-nous dans l'hypothèse, très vraisemblable, d'une guerre victorieuse : elle n'eût pas empêché l'invasion ; après des massacres et des souffrances épouvantables, après une retraite sans limite visible, les Tchèques seraient redevenus possesseurs d'un territoire dévasté : L'Espagne et la Chine ont d'ailleurs assez prouvé que toute bataille réserve des surprises et que nul n'en saurait prédire la durée.

Ensuite, disait-on, une fois tout ce sang répandu, le problème sudète se poserait encore : même une victoire n'y changerait pas grand'chose ; alors, pourquoi ne pas chercher à le résoudre pacifiquement ?

Et puis, l'alliance russe offrait de gros dangers, et tant que les États-Unis seraient restés neutres, elle paraissait indispensable : nul ne pouvait s'imaginer que les Soviets abandonneraient leurs fins propres ; les communistes, en tout pays, n'applaudissaient-ils pas à la guerre avec un entrain significatif ? Staline, assurément, peut détester Hitler à bon droit. Mais que fût-il advenu, si l'Allemagne vaincue eût arboré la cocarde « rouge » ? N'eût-on pas vu les adversaires fraterniser, Moscou prendre sous son aile la nouvelle république prolétarienne, et constituer ainsi ce bloc germano-russe qui demeure la menace la plus redoutable, pour notre civilisation ? Toutes les défaites engendrent des troubles sociaux ; même parmi les vainqueurs le chaos d'une guerre mondiale ne représente-t-il pas la meilleure chance d'une propagande révolutionnaire ?

J'expose ; je n'approuve pas nécessairement. Aucune de ces considérations ne me paraît irréfutable. Il me semble évident que l'état d'esprit sudète eût changé très vite une fois l'hitlérisme disparu, et que le problème ne se fût pas posé dans les mêmes termes ; l'Allemagne ni l'Italie ne manquent d'équipes modérées, qui comptent des hommes d'État remarquables — les Bruning ou les don Sturzo — et qui eussent pu se substituer au régime actuel sans grand fracas ; les dynasties pouvaient aussi jouer leur rôle ; quant à l'impossibilité d'aider la Tchécoslovaquie, on en eût pu dire autant de la Serbie en 1914 : le pays a été submergé dans sa totalité ; pourtant il est ressuscité plus grand et rajeuni dans une Europe libérée. C'était aux Tchèques à décider de leur choix. Mais on ne saurait faire un crime à leurs alliés de leur avoir représenté les inconvénients de la résistance, ni d'avoir pesé les responsabilités d'une déclaration de guerre ; un excès de conciliation, en pareil cas, témoigne d'une conscience plus affinée que les excitations sans scrupule ; il suppose quelquefois plus de courage ; le Canada, les États-Unis, où l'on proteste si vivement contre l'idée de participer aux luttes européennes, devraient le comprendre sans difficulté.

Au surplus, durant la crise, la France et l'Angleterre ont beaucoup moins varié qu'on ne le croit. Elles ont d'abord essayé de sauvegarder l'intégrité de la Tchécoslovaquie par un accord avec les Sudètes ; une fois la chose devenue apparemment impossible, elles ne se sont plus départies d'une doctrine constante : « Tant qu'il s'agira de minorités allemandes, nous consentirons à tout, et même à la cession qu'elles semblent désirer ; mais si l'Allemagne attente par la force à la liberté d'autrui, nous serons là pour lui barrer la route ; une entreprise de conquête nous dressera contre elle avec toutes nos forces ; nous insisterons auprès des Tchèques pour qu'ils nous évitent le *casus foederis*, mais s'il se pose, si la Tchécoslovaquie est attaquée, nous marcherons ». On peut contester l'opportunité des concessions faites — et je dirai pourquoi je les crois déplorables — mais non la logique de cette attitude ; depuis Berchtesgaden jusqu'au discours de M. Chamberlain, elle a inspiré toutes les déclarations officielles, y compris celle de Prague ; si la tension s'est aggravée presque jusqu'à la rupture, c'est que le Führer, présentant de nouvelles exigences « déraisonnables », a paru vouloir s'appropriier par les armes, immédiatement et sans transition, des avantages que les négociations lui avaient déjà obtenus.

III

Hitler a pourtant reculé, au moment suprême, deux heures avant l'heure H. Tout pesé, les risques d'une aventure éclipseaient ses chances favorables.

Aucun des alliés prévus n'était sûr : le général Franco, par une manœuvre habile, affirmait sa neutralité ; le Japon, occupé en Chine, tirait son coup de chapeau à l'Allemagne, mais précisait qu'il l'aiderait dans la mesure où elle-même l'avait secouru ; la Pologne, ardente contre les Tchèques, ne tenait pas à combattre la France ; une intervention de la Hongrie, déclenchant automatiquement celle de la petite Entente en sens inverse, eût nui plutôt que servi. Quant à l'Italie, elle clamait sa fidélité, sans se presser de mobiliser ; son opinion publique restait froide envers le voisin du Brenner ; il semble bien que la maison de Savoie ait freiné ; Mussolini saisissait avec empressement l'occasion de se proposer en médiateur.

Contre cette Allemagne presque seule une coalition formidable se dessinait : d'abord la France et l'Angleterre, mais aussi la Russie, masse énorme, si désorganisée qu'on la supposât ; puis la Roumanie, qui lui livrait passage ; et la Grande-Bretagne alertait ses alliés vieux et jeunes, Portugal, Iraq, Égypte ; et, malgré l'isolationnisme, il eût été imprudent de spéculer sur l'abstention indéfinie des États-Unis. Presque toutes les interventions possibles allaient au camp ennemi. — Le public allemand s'en rendit compte et s'alarmait ; il ne manifestait pas l'élan de 1914 ; trop d'anciens combattants gardent le souvenir du carnage ; la docilité masquait des fissures que le moindre échec eût élargies ; si l'on défiait le Führer, c'est qu'il avait réalisé ses miracles sans bataille. Les acclamations de Munich ne trompent pas, non plus que celles de la foule italienne : nous y verrons même un des seuls résultats encourageants de la crise ; les dictateurs savent désormais que malgré leurs discours tonitruants ils trouveront leur plus sûre popularité dans la paix.

Et puis, à quoi bon se battre ? dans quel but ? Fallait-il compromettre ce Troisième Reich bâti soi-disant pour des millénaires, son régime, ses acquisitions, l'Autriche, les Sudètes eux-mêmes qu'on ne lui disputait plus ? Lui fallait-il acheter par des vies humaines un morceau de terre ravagé ? Fallait-il offrir au bolchévisme l'occasion d'une revanche ? Hitler a pu caresser l'idée d'un triomphe militaire remporté sur un petit pays, à dix contre un ; sa presse en escomptait la destruction totale ; il a fallu y renoncer : l'accord intervenu n'ouvrait-il pas d'autres perspectives moins hasardeuses, et la France avec l'Angleterre, tant pour les raisons indiquées que par le sentiment de leurs propres faiblesses (aviation, communications méditerranéennes), ne lui abandonnaient-elles pas, en fait, l'Europe centrale ?

IV

C'est à ce point de vue que le règlement de Munich peut apparaître injuste et périlleux. Il ne respecte pas l'équité : les Allemands entrent en possession de toutes les zones où ils sont au moins cinquante pour cent, alors que des régions à majorité tchèque devaient faire l'objet de plébiscites ;

la logique eût exigé le contraire, puisque dix pour cent des Allemands restaient en dehors du « parti sudète » ; elle eût au moins exigé une marge égale des deux côtés. Il se base sur les chiffres de 1910 et consacre ainsi la pression germanisatrice de l'Autriche-Hongrie, sans tenir compte des changements parfaitement légitimes et normaux qui avaient, depuis, accru le domaine slave. En reculant du 1er au 10 octobre l'occupation totale du territoire annexé, il ne fait à ses anciens possesseurs qu'une concession dérisoire : leur armée a dû évacuer ses forteresses sans les détruire et sans avoir eu le temps d'en bâtir d'autres ; Hitler réalise ainsi sa prétention la plus insolente, et celle à laquelle il tenait le plus, car elle lui assure la suprématie militaire sur le continent ; tout le reste n'a été qu'un prétexte pour en venir là.— Qu'importe dès lors l'indépendance nominale de la Tchécoslovaquie ? L'Allemagne la tient à sa merci. Elle peut l'étrangler économiquement, et la détruire en quelques jours dans une bataille en rase campagne. Déjà Prague a dû accepter volontairement bien des exigences que la conférence de Munich s'était flattée de lui épargner, à commencer par la démission de son président ; la question des minorités polonaise et hongroise, que M. Chamberlain renvoyait à des négociations pacifiques, s'est posée immédiatement, le couteau sur la gorge. Chose plus grave, les Tchèques peuvent se croire trahis : non que la France ait violé la lettre de son accord ; il ne prévoyait que des « consultations » mutuelles, et elle serait allée aux armes ; mais il visait indiscutablement à préserver l'intégrité du pays et on l'a fait servir à son amputation, avec d'autant moins de générosité que durant toute la crise la Tchécoslovaquie s'est conformée aux directives françaises et que son alliance avec la France a été la véritable raison de ce déchaînement contre elle. De bonnes paroles n'effacent pas tout cela. L'Europe orientale tout entière doute aujourd'hui de la parole française et de la valeur des traités ; jamais on n'aurait dû prêter à ce doute.

L'Allemagne en profitera, soyons-en sûrs : les petites nations n'ont plus qu'à s'incliner devant sa force. Admettons la sincérité du Führer lorsqu'il renonce à de nouvelles annexions « en Europe » : les deux derniers mots semblent impliquer une revendication coloniale ; il y aurait là une entorse au programme de *Mein Kampf*, qui sacrifiait les

territoires d'outre-mer à une extension sur le Danube et vers l'Ukraine. Mais plutôt craignons que les deux formes d'Empire ne se développent simultanément. Il se peut d'ailleurs que pour un certain temps le Troisième Reich se borne à chercher une emprise économique : l'influence politique ne manquerait pas de la suivre ; s'il pouvait s'en contenter, si, respectant la liberté des États, il se bornait à leur offrir des échanges commerciaux, peut-être cette voie lui assurerait-elle une puissance légitime et n'éveillerait-elle pas les mêmes résistances qu'un impérialisme belliqueux... Nous en reviendrons aux raisonnements que les gouvernements de Paris et de Londres tenaient avant Munich. On peut supposer qu'ils les tiennent encore, et qu'une agression les trouverait aussi résolus ; ils n'ont cédé que sur la promesse de voir leur partenaire y renoncer. N'imaginons pas, malgré son énorme progrès, que la route lui soit large ouverte ; derrière la Tchécoslovaquie, d'autres barrages peuvent se reconstituer ; les prétentions de la Pologne et de la Hongrie à une frontière commune tendent vers ce but, et il est significatif de voir la Pologne, sitôt après l'occupation de Teschen, faire des avances à la Tchécoslovaquie, comme de voir Berlin s'efforcer de maintenir un « corridor ruthène » au pied des Carpathes. Le jeu complexe de la Pologne, qui veut être une grande puissance et un centre de gravité, mériterait une analyse détaillée ; celui de l'Italie aussi, qui, sans abandonner le fameux « axe », et tout en assouvissant sa vendetta contre M. Benès, essaie de consolider sa voisine yougoslave et de détourner le torrent germanique au nord des Balkans... En ce moment, Prague n'étant plus un obstacle, c'est par Budapest et Bucarest que ce torrent menace de déferler vers la mer Noire ; ainsi s'expliquent bien des intrigues, bien des appréhensions, et bien des alignements nouveaux qui se dessinent.

Il se peut même que nous assistions à un retournement de la politique française. Ses dirigeants doivent être fort embarrassés. Il faudra se garder, ces prochains mois, de juger prématurément leur action. A situation nouvelle, procédés nouveaux ; et après tout, dira-t-on, si les systèmes bâtis en vue de la paix exposent à la guerre, ils perdent leur raison d'être, et mieux vaut changer. Raffermer le pays à l'intérieur, financièrement, socialement et moralement, ne plus se livrer à des expériences sociales comme si la con-

currence n'existait pas ; chercher une solution positive aux conflits actuels, de l'Espagne à la Palestine et peut-être à la Chine, sans attendre que les choses s'arrangent d'elles-mêmes et sans refuser d'examiner ce que le point de vue adverse peut avoir de fondé ; en finir avec les coups d'épingle comme ceux qui brouillent périodiquement la France et l'Italie : telles paraissent les intentions de M. Daladier,— et aussi de M. Chamberlain. Faut-il aller plus loin, et se rapprocher de l'Allemagne ? lui fera-t-on comprendre que nul ne s'oppose à son essor s'il respecte les droits d'autrui ? se fiera-t-on aux discours du Führer affirmant qu'il désire la paix avec la France, et à l'humeur conciliante qu'en effet tous les voyageurs signalent parmi les Allemands envers les Français ? admettra-t-on que sur ce point encore *Mein Kampf*, malgré sa diffusion à quatre millions d'exemplaires, n'exprime plus la pensée de son auteur, et que des pages fiévreuses écrites au moment de la Ruhr une seule chose subsiste : « Pas de conquêtes à l'Ouest » ? Peut-être doit-on essayer... Il ne manque pas de Français cependant pour soutenir que, *Mein Kampf* ayant été réalisé point par point jusqu'ici, on ne voit pas de raison pour qu'il en soit autrement dans la suite ; que l'on ne saurait guère se rassurer sur un homme qui érige en système l'instabilité des traités, qui n'a pas observé plus de quelques mois son concordat avec le Saint-Siège, et qui s'est trouvé à deux heures de faire une guerre pour une question de procédure ; que la France s'illusionne si elle s'imagine pouvoir vivre le dos tourné au monde et cultiver son esprit ou même rebâtir sa vie morale sans prendre garde aux remous du dehors ; qu'elle perdra le meilleur de son prestige et de son mérite si elle renonce à incarner la fidélité désintéressée et à défendre une civilisation basée sur le droit ; et qu'ainsi, malgré ce que la chose avait d'atroce, il eût mieux valu courir pour la Tchécoslovaquie les risques d'une guerre dont la responsabilité, de toute façon, incombait à l'agresseur. C'est une vue analogue qu'exprimaient en Angleterre MM. Winston Churchill et Duff Cooper. L'avenir en décidera.

Auguste VIATTE